



DIRECTION GÉNÉRALE
DE L'ÉCONOMIE

FLASH DE CONJONCTURE



FIN NOVEMBRE 2021 - N°8/2021 Union – Discipline – Travail

SYNTHESE

Au niveau mondial, l'activité économique poursuit sa reprise observée depuis le début de l'année. Cependant, les pénuries d'intrants, les tensions inflationnistes, les craintes d'une dégradation de la situation sanitaire, suscitées en partie par l'apparition du variant Omicron pèsent sur la croissance mondiale.

Au niveau national, l'activité économique continue de bénéficier (i) d'un climat des affaires propice en lien avec l'atténuation des mesures restrictives de lutte contre la propagation de la Covid-19, (ii) de l'accélération des grands projets d'infrastructures publics, (iii) de la poursuite des mesures de soutien aux entreprises et aux ménages ainsi que (iv) du démarrage du PND 2021-2025.

Sur les onze premiers mois de l'année 2021 et comparativement à la période correspondante de 2020, l'activité économique se consolide et est portée par la bonne tenue de l'agriculture d'exportation, la reprise de l'activité industrielle et la poursuite du redressement du secteur tertiaire. Toutefois, l'indicateur avancé du BTP recule à fin septembre 2021, mais devrait se redresser au dernier trimestre, profitant de l'accélération de l'exécution des grands projets d'investissements publics.

Les prix à la consommation repartent à la hausse et ressortent à +5,5% en glissement annuel, après la détente de la pression inflationniste observée le mois précédent. Les prix continuent de subir les effets du resserrement de l'offre locale en vivriers et des perturbations dues à la crise sécuritaire au sahel.

Au niveau de l'emploi formel, le nombre de salariés augmente de 7,3%, en glissement annuel, en lien avec le dynamisme de l'activité tant dans le secteur privé que dans le secteur public.

La situation des finances publiques, à fin novembre 2021, est caractérisée par une hausse des recettes totales et dons (+19,2%) ainsi que des dépenses totales et prêts nets (+9,3%) comparée au niveau de novembre 2020. Il se dégage un solde budgétaire déficitaire de 1 587,3 milliards. Afin de financer ce déficit et assurer le remboursement du capital de la dette publique arrivée à échéance, la Côte d'Ivoire a eu recours aussi bien au marché sous régional qu'au marché international pour un montant de 2 921,2 milliards.

En ce qui concerne le commerce extérieur hors biens exceptionnels, les exportations et les importations en valeur augmentent respectivement de 20,2% et 24,7%. Il ressort de ces évolutions un solde commercial de + 689,6 milliards de FCFA. Par ailleurs, les termes de l'échange s'améliorent de 3,2% sous l'effet d'une hausse des prix à l'export (+8,0%) supérieure à celle des prix à l'import (+4,6%).

La masse monétaire se raffermi à fin novembre 2021, en glissement annuel, soutenue principalement par la bonne orientation des créances intérieures (+16,9%) et des actifs extérieurs nets (+ 54,6%). Au niveau de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), les indices BRVM 10 et BRVM Composite se raffermissent respectivement de 31,7% et de 51,6%, en glissement annuel, au mois de novembre 2021.

CONTEXTE ECONOMIQUE

L'économie mondiale poursuit sa croissance amorcée depuis le début de

l'année. L'activité est soutenue par l'amplification de la vaccination, la levée

partielle des restrictions de déplacement des populations, des soutiens budgétaires massifs et le maintien des conditions financières globalement favorables en l'occurrence le maintien de politique monétaire accommodante.

Cependant, les pénuries d'intrants qui perturbent la production et les tensions inflationnistes pèsent sur la croissance mondiale. A ces facteurs économiques s'ajoutent les craintes liées à une dégradation de la situation sanitaire, suscitées en partie par l'apparition du variant Omicron.

Au quatrième trimestre 2021, la reprise économique devrait varier d'un pays à l'autre. Selon les premières estimations, la croissance du PIB, en rythme trimestriel, du Royaume-Uni devrait ralentir (+0,6% contre +1,3% au troisième trimestre). De même en Chine, l'instauration de confinements ponctuels de villes et d'usines, la crise énergétique, les difficultés d'approvisionnement en charbon et le plafonnement des prix de vente de l'électricité devraient peser sur la croissance. En Zone euro, en glissement trimestriel, l'activité, pénalisée par la dégradation de la situation sanitaire, ralentirait en France (+0,5 % contre +3,0% au troisième trimestre), tout comme en Allemagne (+0,2 % contre +1,7% au troisième trimestre). Par contre, le PIB des États-Unis devrait croître de 1,1% après +0,5% au troisième trimestre, grâce à l'amélioration de la situation sanitaire.

Dans ce contexte, sur l'ensemble de l'année 2021, le Fonds Monétaire International (FMI), dans les Perspectives de l'Economie Mondiale (PEM) du mois d'octobre 2021, prévoit une augmentation du PIB mondial

de 5,9% contre une contraction de 3,1% en 2020.

Toutefois, ces prévisions sont fragilisées par le renforcement des mesures de lutte contre la Covid-19 dans plusieurs pays, en rapport avec l'apparition du variant Omicron du coronavirus.

Concernant les prix à la consommation, leur progression en glissement annuel s'accroît au mois de novembre 2021, aux États-Unis (+6,8% après +6,2% au mois d'octobre 2021) et en Zone Euro (+4,9% après +4,1% en octobre 2021).

Le **marché des matières premières** enregistre une évolution favorable de la plupart des principaux produits de base. Au mois de novembre 2021 et en variation mensuelle, les cours du caoutchouc et du coton augmentent respectivement de 1,4% et 7,8%, conservant leur tendance haussière observée depuis le mois d'avril 2020. De même, les cours du café (+7,5%), de l'huile de palme raffinée (+3,2%) et du sucre (+0,5%) progressent. S'agissant du cours de l'or, il se redresse en moyenne au mois de novembre 2021 (+2,1% contre -0,1% le mois précédent) en lien avec l'inflation qui fait grimper les coûts de production de l'or. A l'inverse, les cours du cacao et du pétrole brut reculent respectivement de 6,8% et 3,0%.

En moyenne sur les onze premiers mois de l'année 2021 et en glissement annuel, les cours du pétrole brut (+71,5%), du cacao (+2,7%), du coton (+39,9%), du caoutchouc naturel (+27,2%), de l'huile de palme raffinée (+64,8%), du café (+36,6%), du sucre (+39,3%) et de l'or (+2,2%) ressortent en hausse.

Sur le **marché des changes**, au mois de novembre 2021 et comparé au mois précédent, l'euro se déprécie par rapport

au dollar US (-1,6%), au yen (-0,8%), au dollar canadien (-0,7%) et au yuan renminbi (-2,1%). Toutefois, la monnaie européenne s'apprécie par rapport à la livre sterling (+0,1%) et au rand sud-africain (+2,8%).

Au niveau national, l'activité économique continue de bénéficier (i) d'un climat des affaires propice en lien avec l'atténuation des mesures restrictives de lutte contre la propagation de la Covid-19, (ii) de l'accélération des grands projets d'infrastructures publics, (iii) de la poursuite des mesures de soutien aux entreprises et aux ménages ainsi que (iv) du démarrage du PND 2021-2025.

La poursuite du plan de riposte sanitaire à travers notamment la vulgarisation de la vaccination et l'ensemble des mesures d'appui au secteur privé ont contribué à améliorer l'environnement des affaires en dépit de la persistance de la maladie à coronavirus. Ainsi, en moyenne, sur les onze premiers mois de l'année 2021, l'indicateur du climat des affaires progresse de 9,7% témoignant de la confiance des opérateurs économiques en une bonne évolution de la conjoncture.

Du 1^{er} mars au 30 novembre 2021, la Côte d'Ivoire a administré 4 526 040 doses de vaccins contre la Covid-19. Par ailleurs, sur 61 724 cas confirmés depuis le début de la crise sanitaire, le pays dénombre 60 739 personnes guéries, 704 décès et 281 cas actifs au 30 novembre 2021.

Par ailleurs, dans le cadre de l'amélioration de l'accès au financement des PME, outre la

mise en œuvre du programme « Afrileasing »¹, le Conseil des Ministres a adopté, le 10 novembre 2021, un projet de loi relatif à l'activité d'affacturage en Côte d'Ivoire. En effet, ce mécanisme de financement devrait permettre aux établissements de crédits de financer les Petites et Moyennes Entreprises (PME) et les Très Petites Entreprises (TPE) en réglant par anticipation les créances qu'elles détiennent sur leurs clients. Ils apportent ainsi une garantie et contribuent à accroître les flux de trésorerie des PME et TPE.

Aussi, la Côte d'Ivoire a ratifié un accord de prêt, le 25 novembre 2021, avec la Banque Africaine de Développement (BAD) d'un montant de trente et un milliards sept cent quarante-huit millions trois cent dix-huit mille huit cent franc CFA (31 748 318 800 FCFA). Ce montant devrait contribuer au financement du Projet d'Assainissement et d'Amélioration du Cadre de vie du District d'Abidjan (PAACA), qui vise à améliorer durablement les conditions de vie des populations, à travers : (i) la réhabilitation et l'extension de 82,15 km de réseaux d'assainissement des eaux usées dans les zones Nord et Sud du District d'Abidjan, (ii) la mise en place de 2 700 branchements sur les réseaux des eaux usées pour les ménages vulnérables, (iii) la réhabilitation de trois centres de santé, (iv) la réalisation de 1 000 branchements en eau potable pour les ménages, les écoles et les centres de santé et (v) la construction de cinq unités de fabrication d'Attiéké.

¹ Programme « Afrileasing » : vise à créer un environnement des affaires favorable au développement du crédit-bail

Réalisations sur les onze premiers mois de l'année 2021 comparées à la même période de l'année 2020, sauf indication contraire.

Valeurs en FCFA, sauf indication contraire.

1 SECTEUR REEL

Le secteur réel est marqué par le dynamisme de l'agriculture d'exportation, l'activité industrielle et la reprise des activités du tertiaire. Toutefois, l'indicateur avancé du BTP se replie à fin septembre 2021.

1.1 Secteur primaire

Le secteur primaire enregistre une bonne tenue des principales spéculations de **l'agriculture d'exportation**. En effet, les productions de cacao fèves (+17,4% à fin septembre 2021), de noix de cajou (+14,1%), d'ananas (+13,8%), de banane (+5,2%) et de coton graine (+14,5%) progressent. Par contre, la production de café se contracte de 42,5% (à fin septembre 2021).

La production de **noix de cajou** bénéficie de la mise en production de plants à haut rendement et du renforcement des bonnes pratiques agricoles. En outre, les mesures prises pour promouvoir la transformation locale, notamment la création d'une école-usine et des zones agro industrielles spécifiques à l'anacarde contribuent à améliorer le taux de transformation qui est passé de 12,1% à fin novembre 2020 à 14,1% à fin novembre 2021 en amélioration de 2 points de pourcentage.

La production de **coton** profite de la distribution de semences améliorées, de l'accroissement des surfaces cultivées et du nombre de producteurs. La campagne 2021/2022 débutée en octobre 2021 s'annonce prometteuse en lien avec les

bonnes conditions climatiques et l'engouement des producteurs.

Tableau 1: Evolution des principales productions de l'agriculture d'exportation

(En tonnes)	11 premiers mois 2020	11 premiers mois 2021	Variation (%)
Cacao fèves*	1 011 788,7	1 188 171,4	17,4
Café*	82 323,7	47 350,0	-42,5
Noix de cajou	848 700,0	968 676,0	14,1
Ananas	60 265,5	68 557,5	13,8
Banane dessert	460 810,3	484 707,4	5,2
Coton graine	368 026,2	421 382,2	14,5

Sources : DGE, OPA, MINADER

*Données à fin septembre 2021

Les filières fruitières restent bien orientées. En effet, au niveau de **l'ananas**, la production s'accroît, bénéficiant d'une hausse de la demande locale en lien avec l'installation de nouvelles usines de transformation de fruits et légumes. La production de **banane**, quant à elle, tire profit du développement des plantations industrielles.

La production de **cacao fèves** à fin septembre 2021 progresse en relation avec des conditions météorologiques favorables et l'entrée en production des nouvelles variétés de cacaoyer à haut rendement.

Le café enregistre une baisse de production au terme des neuf premiers mois de l'année 2021, affecté par le vieillissement continu des vergers et la faiblesse des prix au producteur.

Au niveau de **l'agriculture vivrière**, la production des principales cultures serait en baisse au regard des tensions persistantes sur les prix à la consommation.

1.2 Secteur secondaire

Au mois d'octobre 2021, l'**Indice Harmonisé de la Production Industrielle (IHPI)** en volume s'accroît de 7,8% en glissement annuel après avoir connu une légère inflexion au mois de septembre. Cette progression s'explique par la hausse des productions en volume des « industries extractives » (+0,7%), des « industries manufacturières » (+10,3%), des « industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau » (+5,8%) et des « industries environnementales » (+7,8%).

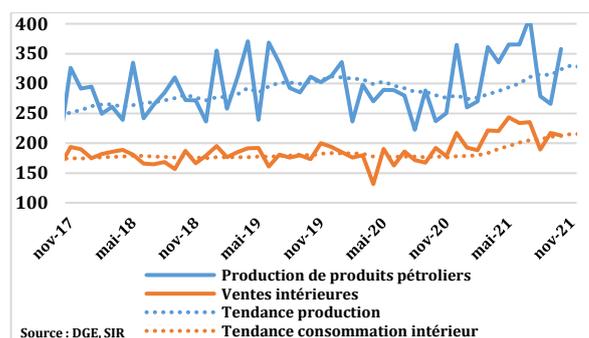
En moyenne sur les dix premiers mois de l'année, l'IHPI augmente de 5,7%, en glissement annuel, après avoir progressé de 5,5% à fin septembre 2021. Ce dynamisme provient de l'ensemble de ses composantes. En effet, les productions en volume des « industries manufacturières » (+7,6%), des « industries extractives » (+2,1%), des « industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau » (+1,6%) et des « industries environnementales » (+7,8%) sont orientées à la hausse.

Les **industries manufacturières** enregistrent un accroissement de la production en volume des divisions « fabrication de boissons » (+22,6%), « activités de fabrication de textiles » (+19,5%), « imprimerie et reproduction d'enregistrement » (+22,7%), « raffinage pétrolier, cokéfaction » (+14,5%), « fabrication de produits chimiques » (+26,9%), « travail de caoutchouc et du plastique » (+12,1%), « fabrication de matériaux minéraux » (+5,7%), « métallurgie » (+10,1%), « fabrication d'ouvrages en métaux » (+7,7%) et « fabrication de meubles et matelas »

(+23,3%). Par contre, la production en volume de la division « fabrication de produits alimentaires » se replie (-8,7%).

Au niveau de la division « raffinage pétrolier, cokéfaction », la production de produits pétroliers s'accroît de 20,4% à fin novembre 2021 portée par la demande intérieure (+22,6%) tandis que les exportations régressent (-2,6%).

Graphique 1 : Production et vente de produits pétroliers



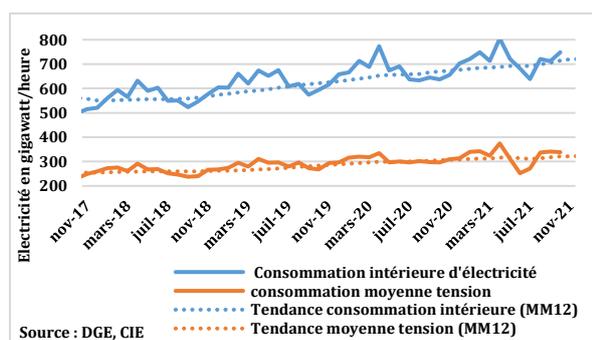
S'agissant des **industries extractives**, la production en volume bénéficie principalement des bonnes performances des divisions « extraction de minerais métalliques » et « autres activités extractives » atténuées par la baisse de la division « extraction d'hydrocarbures ».

Au niveau de la division « extraction de minerais métalliques », les productions d'or (+8,6%) et de nickel (+32,3%) augmentent tandis que la production de manganèse recule (-30,3%). Concernant la division « extraction d'hydrocarbures », la production de pétrole brut enregistre un reflux de 18,2% du fait de la déplétion des puits sur l'ensemble des blocs dont les rendements sont en baisse. A l'inverse, la production de gaz demeure haussière (+9,3%) stimulée par la forte demande des centrales thermiques. Quant à la production de diamant, elle recule de 39,1% du fait de l'épuisement des gisements exploitables par les méthodes artisanales utilisées actuellement. Cette

situation a entraîné l'arrêt de la production depuis le mois de juillet.

Dans les « **industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau** », la production en volume progresse de 1,6%, à fin octobre 2021, après une hausse de 1,1% en septembre. L'évolution favorable de ces industries, s'explique par la hausse de la production d'électricité qui augmente de 1,8% à fin novembre 2021 après +1,4% enregistrée à fin octobre. La production d'électricité évolue sous l'effet conjugué de la hausse de la production de source thermique (+11,6%) et de la baisse de la production de source hydraulique (-21,2%). Cependant, le recul de la production de source hydraulique s'atténue. Concernant la demande, les ventes se sont adressées prioritairement au marché intérieur avec un accroissement de la consommation de moyenne tension (+5,8%) et de basse tension (+8,7%) au détriment des exportations qui connaissent une régression (-32,7%).

Graphique 2 : Evolution de la consommation d'électricité



A fin septembre 2021, l'indicateur avancé du BTP a enregistré une baisse de 2,9% en raison du recul de la consommation de bitume (-21,9%), de câbles et fils électriques (-2,3%) et de béton (-12,9%), atténuée par la hausse de la consommation de ciment (+4,3%), de tôles et bacs (+2,7%) et de sable (+104,8%). Toutefois, au regard de l'accroissement des importations de clinker (+31,8%) à fin novembre 2021 et de

l'accélération attendue des projets publics d'infrastructures au dernier trimestre de l'année, la situation du BTP devrait s'améliorer.

1.3 Secteur tertiaire

La reprise du secteur tertiaire se poursuit en lien avec la bonne tenue de l'ensemble de ses composantes.

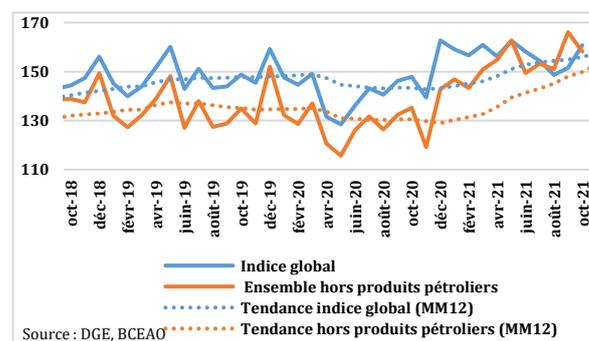
Tableau 2 : Evolution des principaux indicateurs du secteur tertiaire

	11 mois 2019	11 mois 2020	11 mois 2021	Variation
ICA commerce de détails*	147,1	141,5	156,9	10,9%
Trafic global maritime - en milliers de tonnes	28 176	27 261	31 544	15,7%
Total voyageurs aérien	1 884 256	732 201	1 360 972	85,9%
Transport ferroviaire (trafic de marchandise - en tonnes)	934 478	885 644	908 483	2,6%

Sources : DGE, BCEAO, AERIA, PAA, PASP
*Données à fin octobre 2021

Dans le **commerce de détail**, l'Indice du Chiffre d'Affaires (ICA) reste orienté à la hausse, malgré une décélération amorcée depuis le début du second semestre 2021. En effet, il s'accroît de 10,9% à fin octobre 2021 après 11,1% à fin septembre, porté par l'accroissement des ventes dans l'ensemble des branches.

Graphique 3 : Evolution de l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail



Dans la branche « produits d'équipement et du logement » l'ICA progresse de 17,0%. Il en est de même dans les branches « articles de la personne », et « produits de l'alimentation » où les ventes se sont accrues respectivement de 18,3% et 18,1%.

Au niveau des produits pétroliers, les ventes stagnent (+0,1%). Cette évolution, dans un contexte de quasi-stabilité des prix à la pompe, traduit une faible hausse des quantités vendues, ce qui est en contradiction avec la vigueur de la demande intérieure (+23,6%) adressée à la Société Ivoirienne de Raffinage. Cette situation pourrait s'expliquer par l'implantation de nouvelles chaînes de distribution des carburants « gasoil » et « super » au détail ne faisant pas partie de l'échantillon servant de base au calcul de l'ICA du commerce de détail. Hors produits pétroliers, l'ICA du commerce de détail s'accroît de 19,5%.

Le **transport ferroviaire** connaît un ralentissement de la croissance du trafic global de marchandises qui s'accroît de 2,6% à fin novembre 2021, après 5,1% enregistrée à fin octobre 2021. Cette augmentation est soutenue par la vigueur des échanges entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso (+4,2%) en dépit d'une baisse du trafic intérieur (-27,1%).

Dans le **transport aérien**, le nombre de passagers commerciaux poursuit son redressement. En effet, à fin novembre 2021, il progresse de 85,9% après 84,0% à fin octobre pour s'afficher à 1 360 972. Malgré cette performance, le trafic aérien de personnes reste inférieur à son niveau d'avant Covid-19 qui se situait à 1 884 256 à fin novembre 2019 et 1 793 555 à fin novembre 2018.

Au niveau du **transport maritime**, la croissance du trafic global de marchandises s'accélère, soutenue par le dynamisme de l'activité économique dans les deux ports. En effet, le trafic global s'accroît de 15,7% à fin novembre, après 15,0% un mois plus tôt.

Au port d'Abidjan, le trafic global de marchandises enregistre une progression de 13,7% pour atteindre 26 169 582 tonnes. Cette bonne performance est portée à la fois par le transit (+26,6%) et le trafic national (+12,7%), en dépit de la contraction des activités de transbordement (-1,8%).

Au port de San Pedro, le trafic global de marchandises reste également dynamique et affiche un accroissement de 26,5% pour atteindre 5 374 516 tonnes sous l'effet conjugué de la hausse du trafic national (+32,6%) et du repli du transbordement (-1,0%).

A fin octobre 2021, le secteur des **télécommunications** enregistre un accroissement de son chiffre d'affaires, du nombre d'abonnements, du trafic voix et du trafic internet. Toutefois, le nombre de SMS se contracte.

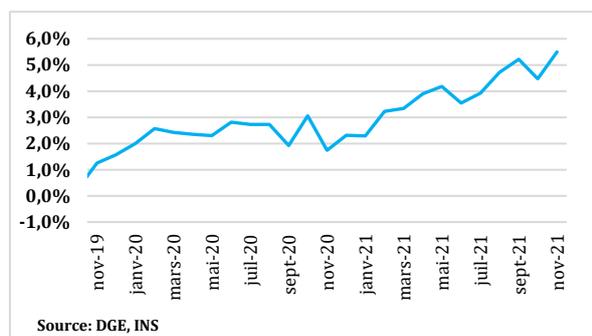
En effet, le nombre total de minutes d'appel augmente de 14,1% portée par la téléphonie mobile (+14,5%) et la téléphonie fixe (+15,2%). S'agissant du trafic internet, il continue de s'accélérer et affiche une croissance de 49,4% après +43,5% enregistrée à fin septembre, tirant profit de la vulgarisation du télétravail et de l'essor des visioconférences. Le nombre de SMS ressort en recul de 35,4%.

Le chiffre d'affaires demeure à la hausse (+6,9%) malgré une décélération par rapport à la progression de 7,3% affichée le mois précédent. Ce dynamisme est dû à la téléphonie mobile (+7,2%) et à l'internet fixe (+20,7%) en dépit d'une contraction du chiffre d'affaires de la téléphonie fixe (-5,6%). Quant au nombre d'abonnements, il s'accroît de 10,0%.

1.4 Prix à la consommation

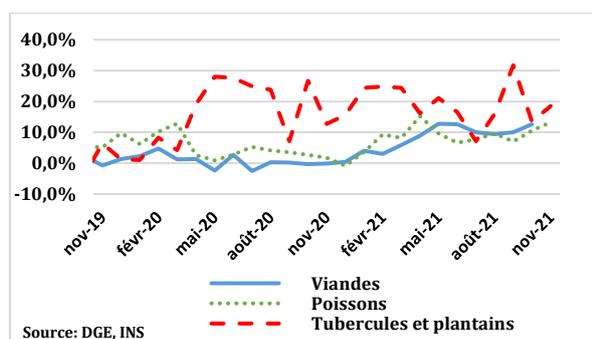
Au mois de novembre 2021, les prix à la consommation repartent en hausse et ressortent à 5,5% en glissement annuel, après l'atténuation de la pression inflationniste observée le mois précédent.

Graphique 4 : Evolution de la hausse de l'indice général des prix à la consommation en glissement annuel



Cette accélération du rythme de progression des prix est attribuable, d'une part, à l'augmentation de 11,0% des prix des produits comestibles après +8,6% au mois précédent et d'autre part, à la hausse de 2,9% des produits non comestibles après +2,5% au mois d'octobre 2021.

Graphique 5 : Evolution de la hausse des prix de quelques produits alimentaires en glissement annuel

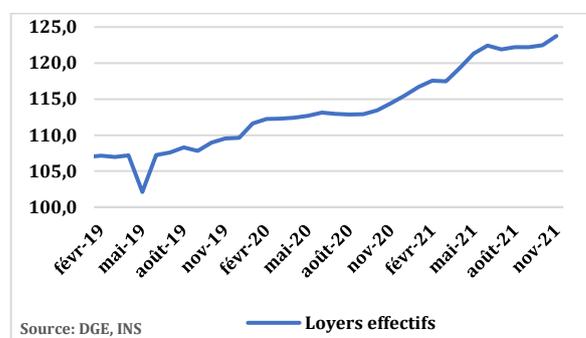


L'accroissement des prix des produits comestibles est plus marqué au niveau des « tubercules et plantains » (+18,5% après +13,5% en octobre 2021), des « légumes frais » (+26,3% après +7,0% en octobre 2021), des « poissons » (+13,2% après +10,6% en octobre 2021), des céréales transformées (+7,2% après +7,1% en

octobre 2021) et du « lait-fromage-œuf » (+1,8% après +1,1% en octobre 2021).

S'agissant des prix des produits non comestibles, ils augmentent également, soutenus par les prix des fonctions « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+4,8% après +4,3% en octobre 2021), « transports » (+4,3% après +2,6% en octobre 2021), « restaurant et hôtels » (+2,4% après +1,5% en octobre 2021), ainsi que « biens et services » (+3,8% après 3,6% en octobre 2021).

Graphique 6 : Evolution de la hausse des prix des services de transport en glissement annuel



Par origine, la hausse des prix à la consommation au mois de novembre 2021 reste plus locale (+6,2%) qu'importée (+2,7%).

Sur les onze premiers mois de l'année en cours, l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) s'accroît de 4,0%, en moyenne, en glissement annuel, après une augmentation de 3,9% sur les dix premiers mois de 2021. La progression des prix provient principalement de ceux des produits comestibles de 7,0%. Quant aux prix des produits non comestibles, ils augmentent plus modérément de 2,6%.

Les prix des produits comestibles renchérissent principalement sous l'effet de ceux des « tubercules et plantains » (+18,9%), des « viandes » (+9,2%), des « poissons » (+9,1%), des « légumes frais » (+5,4%) et des « céréales non

transformées » (+3,7%). Ces prix sont grevés par la faiblesse de l'offre locale en raison de la baisse de la production vivrière, la persistance de la crise sécuritaire qui continue de perturber l'élevage et la production maraîchère dans les pays sahéliens ainsi que la flambée du coût du fret.

En termes de provenance, les prix des produits locaux se sont renforcés de 4,7% tandis que ceux des produits importés n'ont progressé que de 1,2% sur la période sous revue.

Par ailleurs, le taux d'inflation qui s'établit à +3,9% à fin novembre 2021 contre +3,6% à fin octobre 2021, demeure au-dessus du plafond de 3,0% de la norme communautaire.

1.5 Emploi

À fin novembre 2021, le nombre de salariés en emploi formel s'établit à 1 186 657 en hausse de 7,3% par rapport à 2020.

Dans le secteur privé, le nombre de salariés enregistre une hausse de 7,8% pour se situer à 928 086. Toutefois, le nombre de nouvelles immatriculations enregistrées à fin novembre 2021 (87 358) reste quasiment identique à celui à fin novembre 2020 (87 317). Le commerce (34,5%), l'industrie manufacturière (18,7%) et le BTP (12,9%) sont les principaux secteurs qui comptent le plus grand nombre d'immatriculations.

Au niveau du secteur public, le nombre de fonctionnaires en activité progresse de 5,8%. Sur la période sous revue, les recrutements ont davantage été orientés vers les secteurs de l'éducation (50,3%) et de la santé (14,6%).

2 FINANCES PUBLIQUES

La situation des finances publiques est marquée par un accroissement de 887,7 milliards des recettes totales et dons par rapport à la même période de 2020 pour s'établir à 5 511,8 milliards. Cette progression est essentiellement attribuable aux recettes fiscales (+827,4 milliards ; +21,7%) et aux recettes non fiscales (+152,7 milliards ; +24,2%).

Le bon niveau de mobilisation des recettes fiscales est imputable aux taxes hors produits pétroliers (+288,7 milliards), aux impôts BIC hors pétrole (+136,4 milliards), et aux impôts sur les biens et services (+218,3 milliards).

Les dons, quant à eux, sont en baisse de 50,0% sur la période et s'établissent à 92,4 milliards.

Les dépenses totales et prêts nets sont caractérisées par une exécution à hauteur de 7 099,2 milliards, en hausse de 603,0 milliards par rapport au niveau de novembre 2020. Cette hausse s'explique par un accroissement des subventions et autres transferts (+253,4 milliards), des intérêts sur la dette (+110,0 milliards), des dépenses de fonctionnement (+81,2 milliards) et des dépenses d'investissement (+102,7 milliards). Il convient de souligner que la hausse des dépenses d'investissement est atténuée par une baisse de ces dépenses financées par le Trésor public (95,3 milliards).

Il en résulte un solde budgétaire déficitaire de 1 587,3 milliards.

Afin de financer ce déficit et assurer le remboursement du capital de la dette publique arrivée à échéance, la Côte d'Ivoire a sollicité des prêts sur les marchés sous régional et international pour un

montant de 2 921,2 milliards. Sur le marché sous régional, les mobilisations se sont situées à 2 312,8 milliards constituées de 942,0 milliards de bons du trésor (dont 603,2 milliards de bons de trésorerie), 683,7 milliards d'emprunts obligataires et 687,1 milliards d'obligations du trésor. Au niveau du marché international, 608,4 milliards ont été levés par la Côte d'Ivoire au mois de février 2021.

3 COMMERCE EXTERIEUR

A fin novembre 2021, le commerce extérieur hors biens exceptionnels enregistre une hausse en valeur des exportations et des importations respectivement de 20,2% et 24,7%.

Les exportations sont soutenues par les ventes en valeur des produits primaires (+25,2%), des produits transformés (+16,8%) et des produits miniers (+12,9%). Les produits concernés par cette bonne évolution sont principalement le cacao fèves (+24,9%), le caoutchouc naturel (+43,9%), le coton masse (+56,9%), les produits pétroliers autre que le pétrole brut (+33,7%), l'huile de palme (+62,4%), le cacao transformé (+6,4%), l'or brut (+15,7%) et le pétrole brut (+15,2%).

Quant aux importations, elles sont soutenues par l'accroissement des achats de biens de consommation (+30,2%), de biens intermédiaires (+18,7%) et de biens d'équipement (+20,6%). De façon spécifique, elles profitent des achats de « produits pétroliers autre que le pétrole brut » (+63,2%), de « véhicules de tourisme » (+67,7%), de « poissons frais » (+27,0%), de « riz » (+22,1%), de « fer, fonte, acier et ouvrages en ces métaux » (+37,8%), de « clinker » (+50,8%), de « machines mécaniques » (+25,4%) et de « matériels de transport routier sauf véhicules de tourisme » (+40,8%).

Il résulte de ces évolutions un excédent commercial hors biens exceptionnels de 689,6 milliards contre 780,5 milliards à fin novembre 2020. Par ailleurs, les termes de l'échange s'améliorent de 3,2% sous l'effet d'une hausse des prix à l'export (+8,0%) supérieure à celle des prix à l'import (+4,6%).

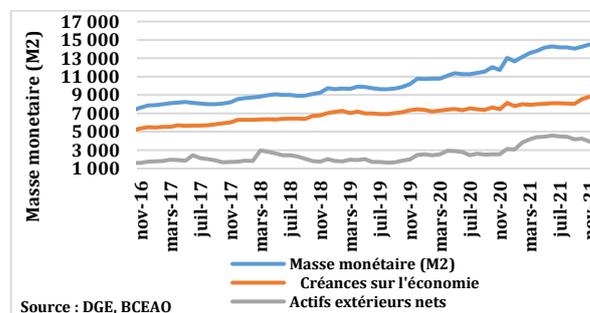
4 SITUATION MONETAIRE ET FINANCIERE

Depuis le déclenchement de la crise sanitaire, la mise en œuvre de la politique monétaire accommodante de la Banque Centrale continue de profiter aux conditions de financement des États et du secteur privé. Sur le marché boursier régional, les principaux indices de référence poursuivent leur redressement.

4.1 Situation monétaire

La mise en œuvre des mécanismes de financement par la Banque Centrale en vue de soutenir les plans de relance économique des États de l'Union et les activités du secteur privé, ont contribué au renforcement de la masse monétaire au sens large (M2) de 23,7% (+2 775,7 milliards).

Graphique 7 : Evolution de la masse monétaire et de ses contreparties



Cette augmentation de la masse monétaire est portée par la consolidation des actifs extérieurs nets (+54,6%; +1 396,3 milliards) et par la hausse des créances intérieures, notamment, des créances

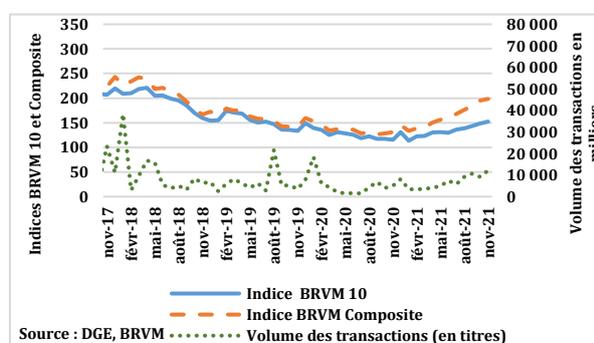
nettes sur l'Administration Centrale (+14,5%, +543,9 milliards) et des créances sur l'économie (+18,2%; +1 356,2 milliards). Les actifs extérieurs nets sont soutenus, notamment, par la mobilisation de financements extérieurs.

4.2 Marché boursier

Au mois de novembre 2021, les principaux indicateurs de l'activité boursière que sont les indices BRVM 10 et BRVM composite se raffermissent respectivement de 31,7% et de 51,6%, comparés à leur niveau du mois correspondant de 2020. Cette évolution des valeurs boursières confirme la tendance haussière entamée depuis les premiers mois de 2021 en rupture avec la tendance baissière observée depuis 2016.

Les secteurs à l'origine de ces hausses sont, notamment, l'agriculture (+220,5%), l'industrie (+195,6%) et la distribution (+126,8%).

Graphique 8 : Indicateurs du marché boursier de l'UEMOA



La capitalisation boursière se renforce également de 35,4%, en glissement annuel, portée par le dynamisme à la fois du marché des actions (+51,8%) et celui des obligations (+24,2%).

Par ailleurs, la place financière régionale enregistre un PER² moyen de 14,27. La liquidité du marché, quant à elle, poursuit son amélioration et ressort à 425,61%.

En moyenne sur les onze premiers mois de 2021, l'indice BRVM 10 augmente de 6,7% tandis que l'indice BRVM composite ressort en progression de 21,3%, en glissement annuel. L'augmentation de ces indices boursiers provient de la hausse des cours dans la quasi-totalité des secteurs des entreprises cotées, mais à des degrés divers. Les secteurs de l'agriculture (+132,4%) et de l'industrie (+104,4%) marquent les plus forts accroissements suivis de la distribution (+32,3%), du transport (+23,6%), des finances (+15,2%) et des services publics (+7,4%).

En conclusion, l'économie ivoirienne affiche une évolution globalement favorable sur les onze premiers mois de l'année 2021. Elle bénéficie du dynamisme de l'agriculture industrielle et d'exportation, de la bonne tenue de l'activité industrielle et de la consolidation du redressement du secteur tertiaire en lien avec l'allègement des mesures de lutte contre la propagation de la Covid-19. Toutefois, l'indicateur avancé du BTP, qui connaît un repli à fin septembre 2021, devrait bénéficier de l'accélération des projets d'infrastructures publics sur le quatrième trimestre.

L'exécution budgétaire est caractérisée par une bonne mobilisation des recettes totales et un accroissement des dépenses d'investissement. Le financement bancaire de l'économie, quant à lui, reste soutenu.

Aussi, en dépit des mesures de contrôle des prix des produits de grande consommation, le pouvoir d'achat des ménages demeure affecté par la persistance des tensions sur les prix à la consommation. En outre, l'apparition de variants Covid-19 de plus en

² Price Earning Ratio : ratio boursier correspondant au rapport entre la valeur en bourse d'une entreprise et ses profits

plus contagieux notamment Omicron et Delta-omicron pourrait entraîner à nouveau un durcissement des mesures de lutte et affecter de ce fait les perspectives économiques.

Tableau de bord

	Variation en glissement annuel								Variations en glissement (cumul de la période)
	nov.-20	mai.-21	juin.-21	juil.-21	août.-21	sept.-21	oct.-21	nov.-21	
INTERNATIONAL									
Cours du Pétrole brut	-32,4%	133,0%	81,6%	73,8%	58,3%	82,2%	107,7%	89,7%	71,5%
Cours du cacao	-6,4%	4,2%	6,2%	10,7%	5,8%	4,1%	12,0%	1,5%	2,7%
Cours de l'euro par rapport au dollar	6,5%	11,4%	7,0%	3,1%	-0,5%	-0,2%	-1,5%	-3,6%	4,8%
ACTIVITE NATIONALE									
Primaire									
Agriculture d'exportation									
Cacao (données trimestrielles)	nd	nd	29,4%	nd	nd	-2,8%	nd	nd	nc ³
Café (données trimestrielles)	nd	nd	15,9%	nd	nd	221,0%	nd	nd	nc
Coton	nd	134,7%	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nc
Anacarde	17916,2%	-29,7%	-24,5%	-61,7%	-75,4%	-62,2%			nc
Secondaire									
IHPI global	2,0%	13,2%	8,5%	14,1%	9,7%	-2,4%	7,8%	nd	nc
IHPI hors extraction	1,3%	9,9%	8,4%	17,0%	10,7%	3,1%	9,4%	nd	nc
<i>Industrie manufacturière</i>	1,0%	15,3%	11,6%	20,6%	12,2%	2,3%	10,3%	nd	nc
<i>Electricité, gaz</i>	-2,0%	-9,6%	-5,3%	2,5%	4,5%	6,4%	5,8%	nd	nc
BTP	-57,86%	-8,3%	11,1%	-16,7%	-1,2%	-4,4%	nd	nd	nc
Production d'électricité	3,1%	-11,0%	-5,6%	3,5%	4,6%	6,5%	5,8%	5,5%	1,8%
Production de produits pétroliers	-17,1%	26,3%	26,5%	46,7%	25,2%	-7,9%	50,8%	36,0%	20,4%
Pétrole brut	-7,1%	-6,3%	-5,9%	-2,8%	-26,0%	-36,7%	-27,1%	-13,1%	-18,6%
Gaz naturel	-0,5%	6,8%	13,9%	24,0%	11,7%	7,0%	8,3%	20,8%	9,3%
Tertiaire									
Indice du Chiffre d'Affaires (ICA)	-0,6%	26,5%	16,1%	7,8%	5,8%	3,7%	8,7%	nd	nc
Trafic global maritime	-0,9%	11,3%	26,4%	18,0%	11,8%	26,4%	-2,5%	23,3%	15,7%
Total voyageurs aérien	-60,4%	4140,8%	3153,7%	391,5%	159,6%	99,3%	77,6%	104,0%	85,9%
Transport ferroviaire (trafic de marchandise)	21,8%	-5,5%	33,2%	14,5%	11,0%	-18,1%	-13,3%	-18,4%	2,6%
Echanges extérieurs									
Exportation en quantité	-19,8%	12,0%	-26,8%	16,7%	2,3%	4,8%	-14,1%	10,0%	4,2%
Importation en quantité	46,5%	55,1%	27,1%	46,6%	-16,0%	18,7%	12,4%	-4,5%	14,7%
Exportation en valeur (hors biens exceptionnels)	-2,3%	12,8%	5,8%	28,5%	32,6%	18,4%	9,1%	38,3%	20,2%
Importation en valeur (hors biens exceptionnel)	5,8%	53,1%	56,0%	32,5%	15,0%	41,4%	35,9%	49,0%	24,7%
Solde commercial (en milliards CFA)	229,22	-202,17	-42,01	-348,60	23,92	-17,17	-109,94	269,24	689,63
Financement									
Masse Monétaire (M2)	15,1%	24,6%	26,8%	25,8%	24,3%	21,9%	18,5%	23,7%	23,7%
Actifs Extérieurs Nets	27,2%	53,5%	65,1%	84,2%	70,1%	66,3%	65,5%	54,6%	54,6%
Créances intérieures	10,4%	15,5%	15,7%	16,0%	13,3%	11,9%	9,0%	16,9%	16,9%
Créances nettes sur l'Administration Centrale	33,9%	37,0%	28,2%	38,0%	24,2%	18,1%	2,8%	14,5%	14,5%
Créances sur l'économie BRVM composite	1,4%	7,1%	10,3%	7,4%	8,4%	8,9%	12,1%	18,2%	18,2%
BRVM composite	-7,6%	15,8%	17,8%	30,8%	35,0%	45,7%	52,1%	51,6%	21,3%
Finances publiques									
Recettes totales & Dons	6,5%	58,1%	33,0%	12,7%	24,2%	16,7%	-7,3%	11,3%	19,2%
Dépenses totales & Prêts nets	29,4%	6,1%	-18,3%	1,2%	7,9%	-10,4%	8,4%	47,3%	9,3%
Investissement public	9,7%	-35,0%	-40,1%	-12,6%	31,1%	-9,7%	35,3%	66,9%	6,0%
Solde budgétaire global (niveau en milliards)	-290,5	-58,42	-107,43	-120,46	-182,31	-20,61	-295,48	-588,85	-1 587,3
Prix à la consommation									
Indice harmonisé des prix à la consommation	1,7%	4,2%	3,5%	3,9%	4,7%	5,2%	4,5%	5,5%	4,0%
Indice des biens alimentaires	2,1%	6,8%	5,9%	7,5%	8,5%	10,2%	8,6%	11,0%	7,0%
IHPC hors biens alimentaires	1,6%	2,9%	2,4%	2,2%	2,9%	2,9%	2,5%	2,9%	2,6%
Emploi									
Salariés secteur formel	5,6%	7,3%	6,8%	7,5%	6,3%	6,2%	6,5%	7,3%	7,3%
Salariés secteur formel privé	4,7%	6,9%	6,4%	7,3%	5,7%	5,9%	6,5%	7,8%	7,8%

Source : DGE

Direction des Prévisions, des Politiques
et des Statistiques Economiques (DPPSE)
Tél: (+225)2720200958 - 04 BP 650 Abidjan 04

Version du 25 janvier 2022

Date de validation : 26 janvier 2022

Pour en savoir plus :
Sous-Direction de la Conjoncture
Email : sd.dppse@dge.gouv.ci

Tel : +(225) 2720200924/2720200925

³ nc : non calculé